



COP26 : une dernière chance gâchée ?



© Arabiaweather

Jules Rioche

Werra

Décembre 2021



Diplômé d'un Master 2 Science Politique Parcours Coopération Internationale & Développement à l'Université de Montpellier, **Jules Rioche** est un passionné de stratégie militaire et du monde du renseignement, il souhaite se spécialiser sur les enjeux sécuritaires de la sphère russophone.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Werra, Décembre 2021



INTRODUCTION

Après le Protocole de Kyoto¹ et la COP21², qui a vu naître l'Accord de Paris³ sur le climat, la COP26 devait être un nouveau pas historique vers une lutte déterminée contre le réchauffement climatique et une augmentation de la protection environnementale et des populations menacées. Dans le communiqué de presse⁴ du GIEC⁵ concernant le rapport du Groupe de travail I, qui est le premier volet du sixième rapport d'évaluation intitulé « Changement climatique : les éléments scientifiques », le GIEC démontre non seulement que le réchauffement climatique s'accélère, mais que l'influence humaine est clairement à l'origine de ces changements et de cette accélération.

Effectivement, le rapport fait état de l'importance et de l'urgence de prendre des mesures « immédiates, rapides et massives » pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, auquel cas le seuil de 1,5 °C devrait être atteint et même franchi dans les vingt prochaines années (au vu de la moyenne des phénomènes enregistrés) ; ce qui augmenterait le nombre de vagues de chaleur avec des saisons chaudes plus longues et des saisons froides plus courtes.

En sus, les changements climatiques planétaires futurs ne seront pas uniquement qu'une question de températures. Les altérations climatiques concerneront toutes les régions, et par conséquent, tout type de milieu avec des inondations ou des sécheresses plus intenses, une érosion des littoraux plus accentuée, des vagues de chaleurs marines menant à une acidification et à une baisse de la teneur en oxygène des océans, mais aussi dans les milieux urbains qui enregistrent des niveaux de chaleurs plus importants puisque l'activité humaine y est plus développée que dans les milieux ruraux.

Et c'est la première fois qu'un rapport du GIEC conclut que cette accélération du réchauffement climatique et les causes principales proviennent de l'activité humaine. Ce qui n'étaient que de fortes hypothèses sont désormais des réalités, et c'est d'ailleurs ainsi que

¹https://unfccc.int/kyoto_protocol

²COP : Conference of Parties

³<https://unfccc.int/process-and-meetings/the-paris-agreement/the-paris-agreement>

⁴GIEC, IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr, 09/08/2021

⁵Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat est l'organe des Nations Unies chargé d'évaluer les travaux scientifiques consacrés aux changements climatiques datant de 1988, et qui a été créé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM)



début le chapitre A.1.1 du rapport complet du GIEC⁶ qui dit : « *Observed increases in well-mixed greenhouse gas (GHG) concentrations since around 1750 are unequivocally caused by human activities.* » (« Les augmentations observées des concentrations de gaz à effet de serre (GES) depuis 1750 sont sans équivoque dues aux activités humaines. »).

⁶GIEC, IPCC_AR6_WGI_Full8Report.pdf, p.5, 07/08/2021



Les objectifs de la Cop26

Les objectifs fixés au début de la COP26⁷ par les pays signataires de la *United Nations Framework Convention on Climate Change* (UNFCCC) signée en 1992 avec la participation de collectivités territoriales, d'acteurs non étatiques issues de la société civile et de scientifiques, qui ont servi de socle aux discussions et débats se devaient d'aller plus loin que ceux figurant dans l'Accord de Paris.

Tout d'abord, la volonté de garantir un taux net de zéro émission de gaz à effet de serre d'ici le milieu du siècle et de maintenir le seuil de 1,5 °C à portée de main. Pour se faire les pays ont été invités à proposer des plans de réduction de ces émissions pour 2030 afin d'atteindre ce taux zéro à 2050 au travers de plusieurs cibles:

- Accélérer la sortie du charbon
- Restreindre la déforestation
- Augmenter la vitesse de renouvellement du parc automobile national vers des véhicules électriques
- Encourager les investissements dans les énergies renouvelables

Par la suite, afin de répondre à l'enjeu de l'adaptation pour protéger les communautés et les habitats naturels, et ainsi faire face à un climat qui est déjà en train de changer et qui continuera à changer avec des effets dévastateurs, malgré une possible réduction des émissions des pays signataires. Les parties prenantes de la COP26 doivent permettre aux pays déjà affectés par le changement climatique de :

- Se protéger et pouvoir restaurer les écosystèmes
- Constituer une agriculture et des infrastructures résilientes, des systèmes d'alertes et des fortifications pour éviter la perte de vies humaines, de moyens de subsistances et d'habitations

Ensuite, la mobilisation de fonds pour atteindre les deux premiers objectifs est capitale, les pays développés sont appelés à tenir leur promesse de mobiliser au moins 100 milliards de

⁷ <https://ukcop26.org/cop26-goals/>



dollars de financement pour le climat par an d'ici 2020⁸. Les institutions financières internationales sont incités à jouer leur rôle pour permettre de débloquer des milliers de milliards de dollars de financement dans les secteurs public et privé nécessaires pour parvenir à un taux zéro d'émission au niveau mondial.

Enfin, l'enjeu primordial qui est de parvenir à trouver un terrain d'entente de produire un accord à la hauteur des défis climatiques en :

- Finalisant le règlement de l'Accord de Paris avec des règles détaillées pour le rendre opérationnel
- Accélérant l'action pour lutter contre la crise climatique grâce à la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et la société civile.

⁸ La COP26 devait initialement se dérouler en 2020.



Des résultats hésitants

De façon sûre, les maigres résultats de la COP26⁹ ont été critiqués par plusieurs scientifiques, ONGs et membres de l'ONU, à commencer par le Secrétaire général Antonio Guterres en déclarant : « Malheureusement la volonté politique collective n'a pas été suffisante pour surmonter de profondes contradictions »¹⁰, néanmoins, ces résultats sont indispensables et des avancées ont été faites.

A commencer par la promesse de stopper et même d'inverser la déforestation d'ici 2030, engagement signé par plus de 100 dirigeants mondiaux qui représentent 85 % des forêts mondiales.

Le Pacte de Glasgow a pour la première fois inclus dans un document officiel d'une COP le terme d'« énergies fossiles » marquant ainsi une petite victoire face aux lobbies pétroliers et autres hydrocarbures.

Autre fait notable, la promesse de réduction des émissions de méthanes de 30 % d'ici 2030 signée par 80 pays, le méthane étant le deuxième gaz à effet de serre le plus polluant après le CO₂.

L'apparition du concept de « pertes et préjudices » qui également été inscrit dans le pacte à la suite du discours du ministre de l'Economie et du Changement climatique des Fidji, Aiyaz Sayed-Khaiyum qui s'est exprimé en ces termes : « Quand les émissions ne sont pas réduites suffisamment, vous entrez dans le territoire de l'adaptation, et quand l'adaptation n'est pas suffisante, vous devez faire face aux pertes et préjudices »¹¹. Ce concept a mené à des discussions sur la possible mise en place d'un système opérationnel de financement refoulé par les Etats-Unis ne souhaitant pas s'engager dans un chantier juridique de cette envergure.

Et enfin, la déclaration surprise de la Chine et des Etats-Unis, respectivement les deux pays qui émettent le plus de dioxyde de carbone au monde¹², pour la mise en place d'« actions climatiques renforcées » promettant une réduction des émissions de méthane ainsi qu'une transition vers les énergies renouvelables et une décarbonisation.

⁹ France 24, <https://www.france24.com/fr/europe/20211114-cop26-charbon-pertes-et-pr%C3%A9judices-d%C3%A9forestation-que-contient-le-pacte-de-glasgow>, 14/11/2021

¹⁰ La Tribune, <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/transitions-ecologiques/cop26-un-accord-juge-decevant-et-deja-critique-896353.html>, 14/11/2021

¹¹ *Ibid.*

¹² The World Bank, <https://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.KT?end=2018&locations=US-RU-CN-IN&start=1960&view=chart>, 20/11/2021



Une coopération mondiale nécessaire mais complexe

Ces avancées timorées auraient pu être bien plus importantes et plus réjouissantes que la mention des « énergies fossiles » dans le Pacte de Glasgow. Effectivement, les pressions diplomatiques venant de l'Inde, de la Chine et de l'Arabie Saoudite ont peu à peu érodées la première proposition de texte qui stipulait vouloir "accélérer la sortie du charbon et des subventions aux énergies fossiles", pour au final être réduit à une promesse "[d'] intensifier les efforts vers la réduction du charbon sans systèmes de capture (de CO₂) et à la sortie des subventions inefficaces aux énergies fossiles¹³". Tout ceci n'est en rien surprenant quand on sait que la Chine (qui a augmenté sa production de charbon pendant le déroulement de la COP26¹⁴) et l'Inde¹⁵ dépendent tous les deux du charbon pour faire tourner leurs centrales électriques, ce qui représente respectivement 60 % et 70 % de leur consommation d'électricité. Quant à l'Arabie Saoudite, premier pays exportateur de pétrole brut au monde¹⁶, le pays n'a pas l'intention de diminuer sa production bien au contraire et prône une « économie circulaire du carbone » afin de « capturer le carbone émis et présent dans l'air pour le réutiliser dans des produits comme les carburants ou les engrais ». Néanmoins, les technologies nécessaires à cette gestion des émissions de carbone ne sont, pour l'heure, pas opérationnelles et nécessitent des investissements massifs.

Ceci est un exemple supplémentaire de l'impossibilité des Etats d'agir unis vers un but commun, aussi important soit-il, pour des raisons d'intérêts propres, et que « malheureusement, c'est la nature de la diplomatie », comme le rappelait Boris Johnson lors de son discours de clôture de la COP26 ce dimanche 14 novembre 2021.

En effet, cet événement a démontré que le paradigme réaliste¹⁷ et ses principes fondateurs sont toujours présents et d'actualités lorsque la communauté internationale se regroupe. La recherche constante d'influence et de pouvoir dans un environnement

¹³Hugo Septier avec AFP, https://www.bfmtv.com/environnement/climat/cop26-ce-que-contient-le-pacte-de-glasgow-adopte-lors-de-la-conference-pour-le-climat_AD-202111130279.html, 13/11/2021

¹⁴Franceinfo avec AFP, https://www.francetvinfo.fr/monde/environnement/cop26/en-pleine-cop26-la-chine-augmente-sa-production-de-charbon-a-plus-d-un-million-de-tonnes-par-jour_4830007.html, 02/11/2021

¹⁵Franceinfo, https://www.francetvinfo.fr/economie/energie/pollution-pourquoi-l-inde-refuse-t-elle-d-abandonner-le-charbon_4844857.html, 14/11/2021

¹⁶VOA, <https://www.voafrique.com/a/l-arabie-saoudite-royaume-du-p%C3%A9trole-voit-dans-la-crise-climatique-une-aubaine/6291052.html>, 31/10/2021

¹⁷Valentin Bouteiller, <https://les-yeux-du-monde.fr/ressources/18676-le-realisme-classique-en-relations/>, 25/04/2014



naturellement « stato-centré » amène les gouvernements à penser avant toutes choses à leurs intérêts nationaux respectifs. Il est bien beau et réconfortant de croire que les autres parties prenantes ont un quelconque poids face aux différents gouvernements mais il ne faut pas oublier que lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des politiques publiques, en l'occurrence ici des lois-cadres pour lutter contre le réchauffement climatique eux seuls ont le dernier mot.

Ceci fait encore écho à un discours d'Henri John Temple, plus connu sous le nom de Lord Palmerston à la Chambre des communes au Royaume-Uni en 1848, qui proclamait: « *We have no eternal allies, and we have no perpetual enemies. Our interests are eternal and perpetual, and those interests it is our duty to follow*¹⁸ » (« Nous n'avons pas d'alliés éternels, ni d'ennemis perpétuels. Nos intérêts sont éternels et perpétuels, et il est de notre devoir de les suivre. »). Cette déclaration vieille de plus de 170 ans semble intemporelle tellement sa pertinence est constante.

¹⁸Commons and Lords Hansard, the Official Report of debates in Parliament, <http://hansard.millbanksystems.com/commons/1848/mar/01/treaty-of-adrianople-charges-against>, hansard.parliament.uk



Les répercussions sécuritaires sans actions probantes

D'après le GIEC, le réchauffement planétaire a été en moyenne de 1,1 °C depuis la fin du XIX^{ème} siècle, entraînant les effets connus de fonte de la calotte glaciaire, d'augmentation du niveau de l'eau, des tempêtes, des vagues de chaleurs et de l'acidification des océans. La 7^{ème} édition du rapport sur les tendances mondiales du Conseil National du Renseignement¹⁹ a pu mettre en évidence les enjeux sécuritaires liés au changement climatique. En effet, tous ces effets environnementaux et ceux qui en découleront provoqueront en premier lieu une exacerbation de l'insécurité sur le plan alimentaire et hydrique due à l'intrusion d'eau salée dans les sols en raison de la montée des eaux et à des tempêtes plus fréquentes. Certaines régions dépendantes de l'agriculture pluviale comme l'Afrique subsaharienne, l'Amérique du sud, l'Asie du sud et l'Australie connaîtront des périodes extrêmement difficiles avec des vagues de chaleur de plus en plus intenses, et des apports en eau douce de moins en moins réguliers dans des régions d'ores et déjà en stress hydrique. Les incidences nommées ci-dessus sur les océans ajoutées à l'augmentation de la surpêche qui pousse les pêcheurs à aller toujours plus loin en mer et à pêcher des poissons de plus en plus petits, ainsi que la destruction des récifs coralliens, qui protègent, entre autres, les zones côtières des phénomènes naturels violents tels que les cyclones²⁰, seront des pressions supplémentaires sur les approvisionnements alimentaires des pays et leur sécurité liée aux manifestations météorologiques, particulièrement pour les peuples îliens.

De plus, la détérioration de la qualité de l'air, de l'eau et des aliments va causer davantage de problèmes de santé comme par exemple, des complications respiratoires avec l'asthme ou des allergies aigües. La récurrence des épidémies de maladies va s'accroître surtout dans les pays avec une forte densité de population comme dans les pays d'Asie de l'est et du sud. Une évolution des vecteurs de transmission des maladies ainsi que leurs zones d'activités géographiques seront décuplés au vu du changement climatique exposant de plus en plus de gens à ces maladies à travers l'eau (le choléra), les insectes (dengue, le virus du Nil occidental, le virus Zika)²¹ ou la nourriture (la salmonelle). Malheureusement, la pandémie du

¹⁹National Council Intelligence (NIC), « *Le monde en 2040 vu par la CIA : Un monde plus contesté* », Editions des Equateurs, Paris, Humensis, 2021, p.81-83

²⁰WWF, <https://www.wwf.fr/especes-prioritaires/coraux>

²¹National Climate Assessment, <https://nca2018.globalchange.gov/>, 2018



COVID-19 avec au moins cinq millions de morts²² est un exemple probant de ce qui semble, selon un groupe d'experts des Nations Unies sur la biodiversité²³, n'être que le début d'une longue série de pandémies. Et enfin, la fragilité accrue des infrastructures de santé face aux phénomènes météorologiques plus fréquents et plus extrêmes perturberont l'accès aux soins et pourront causer dans certains cas des morts.

L'intensification des catastrophes météorologiques amplifieront les mouvements migratoires. Car si pour le moment les migrations sont pour la plupart internes aux Etats et temporaires, le réchauffement climatique avec des températures extrêmes et la montée des eaux poussera les migrations vers d'autres Etats et pour une durée permanente, créant ainsi des tensions sécuritaires supplémentaires sur le plan humain et géopolitique.

²²Le Monde avec AFP, https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/11/02/covid-19-la-pandemie-a-cause-la-mort-d-au-moins-5-millions-de-personnes-dans-le-monde_6100615_3244.html, 02/11/2021

²³France24, <https://www.france24.com/fr/europe/20201030-covid-19-des-pand%C3%A9mies-plus-fr%C3%A9quentes-et-plus-meurtri%C3%A8res-%C3%A0-l-avenir>, 30/10/2020



CONCLUSION

Qu'on le veuille ou non notre monde est aujourd'hui plus que jamais interconnecté, les problèmes climatiques présents et futurs qu'ils aient lieu sur le sol national ou à l'autre bout du globe ne peuvent être niés, car ils affecteront les écosystèmes mondiaux d'une manière ou d'une autre, la pandémie du COVID-19 en est une illustration des plus claires.

Les solutions ne peuvent véritablement venir d'une coopération des Etats²⁴ car la *realpolitik* ne permet pas d'obtenir un tel niveau de collaboration. De plus, le passage de Donald Trump à la Maison Blanche, qui s'est par la suite retiré de l'Accord de Paris, a permis de prouver l'impossibilité de développer une vision stratégique à long terme dans les démocraties occidentales, entre autres, par l'agenda des multiples élections (e.g. des élections présidentielles américaines tous les quatre ans) ; et celle des régimes autoritaires quand ils ne nient pas l'existence du réchauffement climatique ou ne prêtent que très peu attention pour des raisons d'intérêts, la plupart du temps économiques (e.g. les agissements de la Russie en Arctique face à la fonte des glaciers ainsi que du permafrost permettant l'ouverture de nouvelles routes maritimes et de nouvelles ressources (e.g. gisements d'hydrocarbures)²⁵).

Il serait bon de se demander si les grandes entreprises mondiales dans le domaine de la haute technologie ne devraient pas davantage investir et s'investir afin de soutenir les gouvernements dans les solutions à apporter au changement climatique à travers l'idiome économique, qui semble être l'incontestable langage universel.

²⁴France24 avec Reuters, <https://www.france24.com/fr/plan%C3%A8te/20211110-les-engagements-pris-%C3%A0-glasgow-pourraient-conduire-%C3%A0-un-r%C3%A9chauffement-de-2-4%C2%B0c,10/11/2021>

²⁵Laura Millan Lombrana, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-03-15/where-climate-scientists-see-danger-russia-sees-an-opportunity?srnd=premium-europe,15/03/2021>